

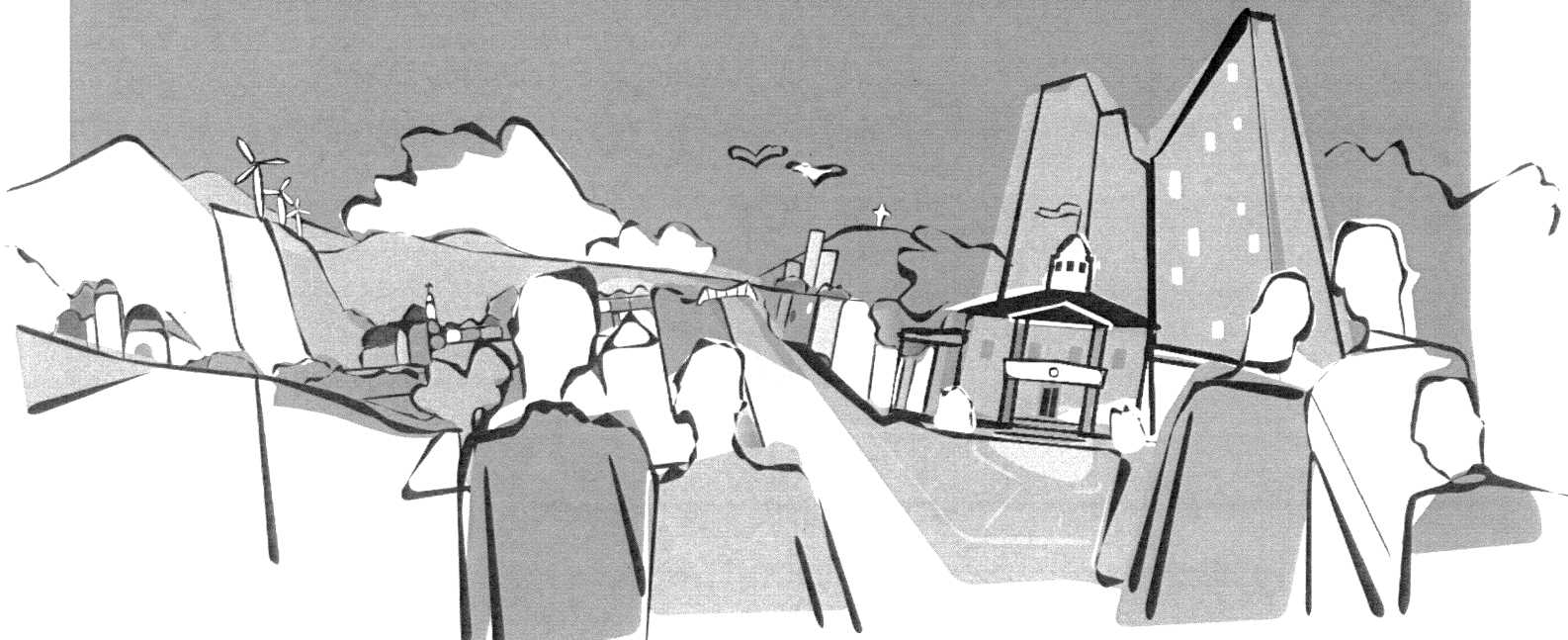
Étude des crédits

**Demandes de renseignements généraux
des oppositions**

Commission municipale du Québec

**2018
2019**

Avril 2018



Québec 

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
1.	Voyages hors QC	<p>Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; <ul style="list-style-type: none"> - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; <p>la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.</p>
2.	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	<p>Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels <u>au Québec</u> et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc; d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	Conférences de presse, événements	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
5.	Formation en communication	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement;b) le but recherché par chaque dépense;c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p>Organisée par un professionnel ou une firme externe :</p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;h) le but visé par chaque dépense;i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6.	Formation en communication Personnel politique	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019;b) le but visé par chaque dépense;c) la nature de la formation;d) les personnes concernées.

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
7.	Contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un <u>ministère ou un organisme</u>, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>par le ou <u>les cabinets ministériels</u> en 2017-2018, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8.	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9.	Appels d'offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
11.	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 : a) Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
12.	Développements informatiques >100 000 \$	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; <p>Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.</p>
13.	Dépenses diverses	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement;

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.
14.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15. a)	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.
15. b)	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
15. c)	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15. d)	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
15. e)	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); <ul style="list-style-type: none"> - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
15. f)	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
15. g)	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
15. h)	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
15. i)	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
15. j)	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
15. k)	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
15. l)	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
15. m)	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
15. n)	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
15. o)	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.
15. p)	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
15. q)	Postes abolis par ministère	Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2017-2018 et les cinq années précédentes.
15. r)	Effectif autorisé Loi 15	L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
16. a)	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
16. b)	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
16. c)	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées.
16. d)	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17.	Baux SQI	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué;

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18.	Aménagement SCT, Cabinet	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
21.	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a li
22.	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité;

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		e) les prévisions pour 2018-2019.
23.	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2018-2019; c) par catégorie d'âge.
27.	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
28.	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
29.	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
30.	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
32.	Demandes d'accès à l'information	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018: a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
34.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
35.	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
36.	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.
37.	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.
38.	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.
40.	Primes au rendement et bonis	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41.	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
42.	Augmentations de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44.	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
58.	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats – délégation	Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. <u>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</u> Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.
59.	Dépenses en informatique et employés attitrés	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 : a) la dépense totale (opération et capital);

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
	aux dossiers informatiques	b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
60. a)	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
60. b)	Indemnités de retraite	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
61.	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
62.	Bilan des compressions budgétaires	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2018-2019.
64.	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun : <ul style="list-style-type: none"> a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation;

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		<p>d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.</p> <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
65.	Cotisation à des associations	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
66.	Ressources affectées en évaluation des programmes	<p>Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ; b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ; c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ; d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2018-2019
Demandes de renseignements généraux des oppositions
Table des matières

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.
65.	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositionos

Demande n° 1
CMQ

Liste des voyages **hors Québec** pour l'année financière 2017-2018 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé. i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Aucun.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 2
CMQ

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2017-2018: a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Destination	Date du voyage	Coûts
Gaspé	23 au 26 octobre 2017	513,67 \$
Gaspé	28 au 30 novembre 2017	292,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site de la Commission en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 17).

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 3
CMQ

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2017-2018, et les prévisions pour 2018-2019; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Aucune.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 4
CMQ

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe: d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

Aucune.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 5
CMQ

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

La liste des formations auxquelles ont participé les employés de la Commission municipale se trouve dans la réponse à la question numéro 5 de la demande de renseignements particuliers de l'opposition.

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 6
CMQ

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés:
a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées

Aucune formation en communication n'a été organisée par la Commission municipale du Québec en 2017-2018.

Note : L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23). Lien Internet : <https://www.mamot.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/>.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 7
 CMQ

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2017-2018, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût	Mode d'octroi
M ^e Alain R. Roy	Rédiger un guide portant sur la prévention des conflits d'intérêt destinés aux élus municipaux.	6 672 \$	Gré à gré
M. Jean-Marc Arel	Procéder aux enquêtes requises en matière d'éthique et de déontologie municipale pour la Commission municipale.	11 327 \$	Gré à gré
BIP recherche Inc.	Réaliser un sondage auprès des organismes à but non lucratif concernant le formulaire d'exemption de taxes.	2 242 \$	Appel d'offres sur invitation
M ^e Denis Lemieux	Agir à titre de conseiller relativement aux pouvoirs dévolus par le projet de loi 155 (vérification, éthique et déontologie).	2 355 \$	Gré à gré
M ^e Michel Laplante	Préparer et donner une formation aux procureurs de la Commission chargés des enquêtes en matière d'éthique et de déontologie en matière municipale et accompagner ces derniers dans l'acquisition des compétences.	13 535 \$	Gré à gré
M ^e Céline Vallières	Préparer et offrir des séances de formation et des ateliers de travail portant sur la conciliation.	9 100 \$	Gré à gré
M ^{me} Magalie Lavoie	Rédiger des descriptions d'emploi.	900 \$	Gré à gré
Joseph Clermont inc.	Effectuer l'impression d'enveloppes pour la Commission.	0 \$	Gré à gré

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 8
CMQ

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Aucun.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 9
CMQ

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Aucun.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11
CMQ

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11
CMQ

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 12
CMQ

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Aucun.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépenses	Total 2017-2018
Photocopie	9 441,49 \$
Mobilier de bureau et ameublement	21 059,31 \$
Décoration et embellissement	0 \$
Distributeur d'eau de source	173,00 \$
Remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et de repas	61 194,52 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
Participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	33 898,73 \$
- à l'extérieur du Québec	0 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 14 CMQ	Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2017-2018 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
----------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Type de dépense reliée à la téléphonie pour l'année financière 2017-2018	CMQ
a) Nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés)	12
b) Nombre de tablettes électroniques (IPad ou autres) utilisés	5
c) Nombre de téléavertisseurs utilisés	Aucun
d) Coûts d'acquisition des appareils (téléphones cellulaires et tablettes électroniques)	Aucun
e) Coût d'utilisation des appareils (frais hors forfaits de téléphonie mobile)	9,00 \$
f) Coût des contrats téléphoniques (téléphonie mobile)	6 949,57 \$
g) Noms des fournisseurs	Rogers et Telus
h) Ordinateurs portables	0,00 \$
k) Coûts des frais d'itinérance ¹	2,60 \$
l) Coûts de résiliation, s'il y a lieu	70,00 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale. L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

¹ Coûts d'utilisation des appareils cellulaires qui ne sont pas inclus dans les forfaits de téléphonie mobile incluant les frais d'itinérance mais également divers autres éléments comme les messages texte avec photos et l'assistance annuaire.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2017-2018

35 ANS ET PLUS - CMQ (Effectif régulier)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 35 ans et plus	Communautés culturelles	Handicapées	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'État	35 ans et +		1	1	10,0 %				
Professionnels	35 ans et +	1	3	4	40,0 %			1	
Fonctionnaires et ouvriers	35 ans et +		5	5	50,0 %				
Total de l'effectif régulier		1	9	10	100,0 %				
% sur les employés réguliers (12)		8,3 %	75,0 %	83,3 %		8,3 % des employés réguliers (1/12)			

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2017-2018

34 ANS ET MOINS - CMQ (Effectif régulier)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 34 ans et moins	Communautés culturelles	Handicapées	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'état	34 ans et -				- %	-	-	-	-
Professionnels	34 ans et -		1	1	50,0 %		-	-	-
Fonctionnaires et ouvriers	34 ans et -		1	1	50,0 %		-	-	-
Total de l'effectif			2	2	100,0 %		-	-	-
% sur les employés réguliers (12)		-	16,7 %	16,7 %		0 % des employés réguliers (0/12)			

Données au 28 février 2018 excluant les membres d'organisme et les étudiants et stagiaires
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2017-2018

CMQ

Catégories d'emploi	Total
Cadres	2
Professionnels	9,57
Fonctionnaires et ouvriers	53,73
TOTAL	65,3

Ces chiffres EXCLUENT les membres d'organisme et les étudiants/stagiaires
Données au 16 mars 2018
Source : SAGIR – Rapport EI CSPQ

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2017-2018

CMQ

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres		1			1
Professionnels	2	2	1		5
Fonctionnaires et ouvriers	3	2		2	7
Total	5	5	1	2	13

La source d'information ne permet pas d'estimer la valeur (\$)

Ces chiffres EXCLUENT les membres d'organisme et les étudiants/stagiaires
Données au 16 mars 2018
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

E) LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) ; - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL POUR 2017-2018

CMQ

Heures supplémentaires réalisées

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	6,15
Fonctionnaires et ouvriers	0
TOTAL	6,15

Coût total des heures compensées en congé (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	475,08
Fonctionnaires et ouvriers	0
TOTAL	475,08 \$

Coût total des heures payées (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	0
Fonctionnaires et ouvriers	0
TOTAL	0 \$

Ne s'applique pas au personnel d'encadrement
Données au 16 mars 2018
Source d'information : SAGIP

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2017-2018

CMQ

Catégories d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Cadres		2,0		10,0	1,5	1,0		1,0		6,0	1,5		23,0
Professionnels	4,0	0,5	3,5	25,0	39,0	1,5	1,0		6,0	7,0		2,0	89,5
Fonctionnaires et ouvriers	1,5	1,5	28,0	43,29	40,86	4,0	4,0	4,0	6,43	5,0	12,0	11,57	162,14
Total	5,5	4,0	31,5	78,29	81,36	6,5	5,0	5,0	12,43	18,0	13,5	13,57	274,64

Ces chiffres EXCLUENT les membres d'organisme et les étudiants/stagiaires
Données au 16 mars 2018
Source d'information : Source : SAGIR – Rapport EI CSPQ

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2016-2017

CMQ

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres	1				1
Professionnels	3	2			5
Fonctionnaires et ouvriers	5	2			7
TOTAL des personnes	9	4	-	-	13

La source d'information ne permet pas d'estimer la valeur (\$)

Ces chiffres EXCLUENT les membres d'organisme et les étudiants/stagiaires
Données au 16 mars 2018
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2017-2018

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

J) l'évolution des employés réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

ANNÉE 2017-2018 (CMQ)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outa-ouais	Abitibi-Témisca-mingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière-Appalaches	Lanau-dièr	Laurentides	Montréal	Centre-du-Québec	TOTAL
Cadres et administrateurs d'État			1														1
Professionnels			4			1											5
Fonctionnaires et Ouvriers			4			2											6
Total			9			3											12

Données au 28 février 2018
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR POUR 2017-2018

POUR LA CMQ

ANNÉE	EMPLOYÉS
2017-2018	2 (juristes)

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE POUR 2017-2018

4 employés de la CMQ bénéficient d'un traitement supérieur en raison d'un horaire majoré.

Données au 28 février 2018
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

M) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

ANNÉE 2017-2018 CMQ

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay L-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outa-ouais	Abitibi-Tém.	Côte-Nord	Nord-du-QC	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière Appal.	Lanau-dière	Lauren-tides	Monté-régie	Centre-du-QC	TOTAL
Cadres et membres d'organisme			8			5											13
Professionnels			4			1											5
Fonctionnaires et Ouvriers			4			2											6
Total			16			8											24

Données 28 février 2018
SOURCE : SAGIR

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

La CMQ n'a aboli aucun poste en 2017-2018.

R) Effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2017-2018

35 ANS ET PLUS - CMQ (Effectif régulier)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 35 ans et plus	Communautés culturelles	Handicapées	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'État	35 ans et +		1	1	10,0 %				
Professionnels	35 ans et +	1	3	4	40,0 %			1	
Fonctionnaires et ouvriers	35 ans et +		5	5	50,0 %				
Total de l'effectif régulier		1	9	10	100,0 %				
% sur les employés réguliers (12)		8,3 %	75,0 %	83,3 %		8,3 % des employés réguliers (1/12)			

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 2017-2018

34 ANS ET MOINS - CMQ (Effectif régulier)

Catégories d'emploi	Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total	% sur le total des 34 ans et moins	Communautés culturelles	Handicapées	Anglophones	Autochtones
Cadres et administrateurs d'état	34 ans et -				- %	-	-	-	-
Professionnels	34 ans et -		1	1	50,0 %		-	-	-
Fonctionnaires et ouvriers	34 ans et -		1	1	50,0 %		-	-	-
Total de l'effectif			2	2	100,0 %		-	-	-
% sur les employés réguliers (12)		-	16,7 %	16,7 %		0 % des employés réguliers (0/12)			

Données au 28 février 2018 excluant les membres d'organisme et les étudiants et stagiaires
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2017-2018

CMQ

Catégories d'emploi	Total
Cadres	2
Professionnels	9,57
Fonctionnaires et ouvriers	53,73
TOTAL	65,3

Ces chiffres EXCLUENT les membres d'organisme et les étudiants/stagiaires
Données au 16 mars 2018
Source : SAGIR – Rapport EI CSPQ

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2017-2018

CMQ

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres		1			1
Professionnels	2	2	1		5
Fonctionnaires et ouvriers	3	2		2	7
Total	5	5	1	2	13

La source d'information ne permet pas d'estimer la valeur (\$)

Ces chiffres EXCLUENT les membres d'organisme et les étudiants/stagiaires
Données au 16 mars 2018
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

E) LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) ; - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL POUR 2017-2018

CMQ

Heures supplémentaires réalisées

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	6,15
Fonctionnaires et ouvriers	0
TOTAL	6,15

Coût total des heures compensées en congé (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	475,08
Fonctionnaires et ouvriers	0
TOTAL	475,08 \$

Coût total des heures payées (\$)

Catégories d'emploi	Total
Professionnels	0
Fonctionnaires et ouvriers	0
TOTAL	0 \$

Ne s'applique pas au personnel d'encadrement
Données au 16 mars 2018
Source d'information : SAGIP

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL POUR 2017-2018

CMQ

Catégories d'emploi	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
Cadres		2,0		10,0	1,5	1,0		1,0		6,0	1,5		23,0
Professionnels	4,0	0,5	3,5	25,0	39,0	1,5	1,0		6,0	7,0		2,0	89,5
Fonctionnaires et ouvriers	1,5	1,5	28,0	43,29	40,86	4,0	4,0	4,0	6,43	5,0	12,0	11,57	162,14
Total	5,5	4,0	31,5	78,29	81,36	6,5	5,0	5,0	12,43	18,0	13,5	13,57	274,64

Ces chiffres EXCLUENT les membres d'organisme et les étudiants/stagiaires
Données au 16 mars 2018
Source d'information : Source : SAGIR – Rapport EI CSPQ

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI POUR 2016-2017

CMQ

Catégories d'emploi	0 à 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Cadres	1				1
Professionnels	3	2			5
Fonctionnaires et ouvriers	5	2			7
TOTAL des personnes	9	4	-	-	13
La source d'information ne permet pas d'estimer la valeur (\$)					

Ces chiffres EXCLUENT les membres d'organisme et les étudiants/stagiaires
Données au 16 mars 2018
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE POUR 2017-2018

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

I) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGÉPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

J) l'évolution des employés réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) Et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

ANNÉE 2017-2018 (CMQ)

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay-Lac-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outa-ouais	Abitibi-Témisca-mingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière-Appalaches	Lanau-dièrè	Laurentides	Montréal	Centre-du-Québec	TOTAL
Cadres et administrateurs d'État			1														1
Professionnels			4			1											5
Fonctionnaires et Ouvriers			4			2											6
Total			9			3											12

Données au 28 février 2018
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

K) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR POUR 2017-2018

POUR LA CMQ

ANNÉE	EMPLOYÉS
2017-2018	2 (juristes)

L) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE POUR 2017-2018

4 employés de la CMQ bénéficient d'un traitement supérieur en raison d'un horaire majoré.

Données au 28 février 2018
Source d'information : SAGIR – Rapport EI CSPQ

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

M) LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

ANNÉE 2017-2018 CMQ

Catégories d'emploi	Bas St-Laurent	Saguenay L-St-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Mtl	Outa-ouais	Abitibi-Tém.	Côte-Nord	Nord-du-QC	Gaspésie-I-de-la-M	Chaudière Appal.	Lanau-dière	Lauren-tides	Monté-régie	Centre-du-QC	TOTAL
Cadres et membres d'organisme			8			5											13
Professionnels			4			1											5
Fonctionnaires et Ouvriers			4			2											6
Total			16			8											24

Données 28 février 2018
SOURCE : SAGIR

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15
CMQ

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 (par établissement pour les réseaux de la santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

N) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

O) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

P) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

La CMQ n'a aboli aucun poste en 2017-2018.

R) Effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 16
CMQ

a) Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2016-2017 et en 2017-2018, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. **b)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. **c)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 et 2019-2020 et les indemnités de retraite qui seront versées. **d)** Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2017-2018.

- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : en 2017-2018, le remplacement des départs à la retraite n'a pas été soumis à une cible de remplacement fixée par le Conseil du Trésor.

- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019 : veuillez-vous référer à la question n° 16 a) des renseignements généraux.

- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 3 retraités.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n°17
CMQ

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2017-2018 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

http://www.cmq.gouv.qc.ca/data/documents/uploads/2017/11/09/2017-10-2520baux_location_espaces_commission.pdf (voir annexe)

Baux de location d'espaces occupés par la Commission

Paragraphe 27° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2017-2018 AMENDÉ

Usage des espaces occupés	Adresse	Nom du locateur	Superficie louée	Montant du loyer
Bureau de la CMQ à Québec	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau	SQIQ	716,12 m²	143 218,44 \$
Bureau de la CMQ à Montréal	500, boul. René-Lévesque Ouest	SQIQ	524,69 m²	205 859,40 \$

Information complémentaire

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 18
CMQ

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2017-2018, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aucun.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 21
CMQ

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

En date du 28 février 2018, aucune personne n'est rémunérée par la CMQ sans occuper un poste.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 22
CMQ

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 23
CMQ

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2017-2018, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2018-2019; c) par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 27 CMQ	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
-------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Abonnements - Commission municipale du Québec	Quantité	Coût total
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	1	55,05 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	2	162,10 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	2	172,10 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	2	202,10 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	2	312,10 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	1	513,25 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mise à jour	1	656,00 \$
Code civil du Québec	1	74,00 \$
Code civil du Québec	1	111,05 \$
Code civil du Québec	1	131,05 \$
Code civil du Québec	1	551,00 \$
Code municipal	1	74,00 \$
Contrôle judiciaire action gouvernementale	1	1 407,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	1	396,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	2	1 238,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	2	1 278,00 \$
Droit municipal : Principes généraux et contentieux	2	1 318,00 \$
Journal de Montréal	1	155,45 \$
Journal Le Devoir	1	201,07 \$
Journal Le Soleil	1	212,16 \$
Loi fiscalité municipale annotée	2	272,10 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	1	155,05 \$

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 27 CMQ	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2017-2018, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
-------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Abonnements - Commission municipale du Québec	Quantité	Coût total
Loi sur les cités et villes	1	74,00 \$
Loi sur les élections et les référendums et Loi sur l'organisation territoriale	1	74,00 \$
Lois municipales, volumes 1 et 2	1	74,00 \$
Lois sur les cités et villes et lois connexes	1	75,00 \$
Tribunaux administratifs du Québec	2	146,10 \$
Tribunaux administratifs du Québec	2	176,10 \$
Tribunaux administratifs du Québec	2	260,10 \$
Tribunaux administratifs du Québec	2	276,10 \$
Total au 28 février 2018	42	10 802,03 \$

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 28
CMQ

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29
 CMQ

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Fréquence de mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
www.cmq.gouv.qc.ca	Réseau Internet Québec inc.		1 335,75 \$ (hébergement et entretien)		
www.cmq.gouv.qc.ca	Séquence digitale		512,50 \$ (soutien technique)		

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 30
CMQ

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

Pour les nominations par contrat, veuillez référer à la réponse de la question 7.

Nominations à l'interne pour les dossiers d'accompagnement et médiation

La Commission offre aux municipalités qui lui en font la demande par résolution de les accompagner lorsque survient un différend entre élus municipaux ou entre élus et la direction générale d'une municipalité. La Commission fait également de la médiation concerne ses matières juridictionnelles (par exemple, voirie municipale, entente intermunicipale, fixation du taux de l'eau et éthique et déontologie en matière municipale).

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 30
 CMQ

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

Membre	Objet	Municipalité	Début	Fin	Résultats	Coût
Nancy Lavoie	Conflit municipal (accompagnement)	Saint-Léon-le-Grand	2017-05-07	2017-09-29	Succès	0\$
Nancy Lavoie	Conflit municipal (accompagnement)	Saint-Antoine-de-Tilly	2017-06-01	2017-09-29	Succès	0\$
Sylvie Piérard	Conflit municipal (accompagnement)	Lacolle	2017-06-03	2017-09-30	Succès	0\$
Sylvie Piérard et France Thériault	Conflit municipal (accompagnement)	Cloridorme	2017-07-12	2017-11-05	Succès	0\$
Sylvie Piérard	Conflit municipal (accompagnement)	Ivry-sur-le-Lac	2017-08-15	2017-11-10	Succès	0\$
Sylvie Piérard	Conflit municipal (accompagnement)	Saint-Lucie-des-Laurentides	2017-12-19	En cours	En cours	0\$
Nancy Lavoie	Conflit municipal (accompagnement)	Sainte-Adèle	2018-02-20	En cours	En cours	0\$
Nancy Lavoie	Arbitrage (médiation)	L'Ange-Gardien c. Beaupré	2017-07-04	2018-02-09	Échec	0\$
France Thériault	Carrière et sablière (médiation)	La Corne c. Barraute	2017-07-14	2017-10-03	Succès	0\$
Sylvie Piérard	Carrière et sablière (médiation)	Ham-Nord c. Notre-Dame-de-Ham	2017-07-26	En cours	En cours	0\$
Nancy Lavoie	Voirie municipale (médiation)	Saint-Bruno c. Saint-Gédéon	2016-11-29	2017-05-25	Succès	0\$
France Thériault	Voirie municipale (médiation)	Saint-Romain c. Lambton	2017-06-02	En cours	En cours	0\$
Sylvie Piérard	Droit d'opposition (médiation)	La Macaza c. Rivière-Rouge	2017-06-07	2017-11-20	Succès	0\$
Sylvie Piérard	Fixation du taux de l'eau (médiation)	Châteauguay c. Régie intermunicipale d'aqueduc de la Vallée de Châteauguay et Léry	2017-02-16	En cours	En cours	0\$

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 30
 CMQ

Nominations, pour 2017-2018, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

	France Thériault	Éthique et déontologie en matière municipale (médiation)	Saint-Justin (Jean-Claude Gauthier)	2016-05-05	2017-08-25	Succès	0\$	
	Nancy Lavoie	Éthique et déontologie en matière municipale (médiation)	Saint-Jean-sur-le-Richelieu (Christiane Marcoux)	2017-05-24	2017-10-27	Succès	0\$	
	France Thériault	Éthique et déontologie en matière municipale (médiation)	Kazabazua (Sandra Lacharity)	2017-06-16	2017-09-26	Succès	0\$	
	Nancy Lavoie	Éthique et déontologie en matière municipale (médiation)	Saint-Sylvère (Claude Beaudoin)	2017-11-01	2017-12-15	Succès	0\$	
	Nancy Lavoie	Éthique et déontologie en matière municipale (médiation)	Otterburn Park (Danielle Lavoie)	2018-01-10	2018-01-26	Succès	0\$	
	France Thériault	Éthique et déontologie en matière municipale (médiation)	Beaumont (Donald Mercier)	2018-01-23	2018-01-26	Refus	0\$	

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 32
CMQ

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2016-2017 et 2017-2018 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 34
CMQ

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 35
CMQ

La liste des ententes et leur nature, signées en 2017-2018 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 36
CMQ

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2017-2018 et les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 37
CMQ

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2018-2019.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2017-2018 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 38
CMQ

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2017-2018 et les prévisions 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 40
CMQ

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime ou boni au rendement n'a été attribué en 2017-2018.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 41
CMQ

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été allouée au personnel de la CMQ, et ce, pour toute catégorie d'emplois.

Par ailleurs, une allocation de transition est versée à la fin du mandat de certains membres de la Commission municipale du Québec en vertu de leurs conditions de travail.

Allocation de transition versée	
2017-2018	131 411 \$

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 42
CMQ

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2017-2018 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 43
CMQ

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 44
CMQ

Pour 2017-2018, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 58 CMQ	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2017-2018 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. <u>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</u> Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.</p>
----------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 59
CMQ

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les prévisions pour 2018-2019 : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Aucune.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 60
CMQ

a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale. b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucune indemnité n'est versée lors du départ à la retraite.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 61
CMQ

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organisme de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2017-2018, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question se transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 62
CMQ

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2018-2019.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 64
CMQ

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2016-2017 et 2017-2018 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 65
 CMQ

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Cotisations professionnelles - Commission municipale du Québec	Quantité	Coût total
Exercice financier 2017-2018		
Barreau du Québec	4	7 538,16 \$
Barreau du Québec	5	9 456,80 \$
Barreau du Québec	1	917,78 \$
Barreau du Québec	2	2 027,64 \$
Total 2017-2018	12	19 940,38 \$

Étude des crédits 2018-2019
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 66
CMQ

Pour chaque ministère et organisme public, pour les années 2016-2017 et 2017-2018, les ressources affectées en évaluation des programmes en indiquant pour chacun : a) les effectifs (en ETC), ventilés par catégorie d'emploi ; b) le budget total affecté au département ou à la direction responsable de l'évaluation des programmes, ainsi que le détail de son mandat ; c) le nombre et la liste des programmes faisant l'objet d'une évaluation ; d) le nombre et la liste des évaluations transmises au Secrétariat du Conseil du trésor.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes

